La Commune

La guerre aux travailleurs est déclarée

Libertés démocratiques : loi Sarkozy

6 mois d'emprisonnement et 7500 euros d'amende à l'encontre des prostituées prises pour fait de " racolage ", 3 ans de prison et amende de 7500 euros à l'encontre des mendiants " agressifs ", 6 mois de prison, 3500 euros, confiscation du véhicule à l'encontre des gens du voyage qui s'installent sur un terrain sans " autorisation préalable ", sanctions non encore précisées à l'encontre des étrangers en sursis dont le comportement aurait " constitué une menace pour l'ordre public ", 2 ans de prison et 3000 euros d'amende à l'encontre de tout individu proférant des propos jugés " agressifs " vis-à-vis des forces de l'ordre ou de tout fonctionnaire d'Etat...
Il n'est pas exagéré de dire que la loi de sécurité intérieure de Nicolas Sarkozy, votée par l'Assemblée nationale (avec le soutien tacite des députés socialistes) constitue une véritable déclaration de guerre contre les travailleurs. Et, dans le contexte social actuel, ces lois liberticides n'arrivent pas par hasard.

l'obsession sécuritaire

Depuis le 11 septembre l'obsession sécuritaire ne cesse d'être entretenue par les médias et les partis bourgeois, désireux de maintenir l'ordre, dans un contexte de montée de la lutte des classes grandissante (plans sociaux à répétition, remise en cause des acquis, baisse du pouvoir d'achat, exaspération des masses...). Rappelons au passage que le ministre Sarkozy ne fait que profiter de la porte ouverte par les lois de sécurité quotidienne (LSQ) mises en place par le gouvernement Jospin. Un texte qui autorisait déjà les vigiles privés à procéder à des contrôles d'identité et à porter des armes, punissait de prison et d'amendes les fraudeurs récidivistes dans les transports, réprimait les rave-parties et les rassemblements dans les cages d'escalier. Et, depuis l'été dernier, la loi Perben prévoit la prison pour les mineurs et des amendes pour les parents d'enfants absentéistes. Bref, le décalque " républicain " du programme de Jean-Marie Le Pen, contre lequel Jacques Chirac a été élu pour " faire barrage ". Un bien beau barrage en réalité !

Régressions sociales

Cette politique de stigmatisation et de répression des " personnes dangereuses ", mot démagogue pour " travailleur ", ne sert pas, comme elle le prétend, à améliorer la vie quotidienne de chacun, mais bien à museler la montée de la lutte des classes. Ce n'est pas pour rien que ces lois apparaissent après toute une série de textes - pour lequel le gouvernement socialiste a sa part de responsabilité -, qui remettent en cause les acquis sociaux. De la mise en place du PARE pour les chômeurs, à la remise en cause du statut des intermittents du spectacle, en passant par la loi Fillon, qui accroît la politique de " flexibilité du travail ", simplifie les procédures de licenciements et le non-paiement des astreintes, et évidemment la future remise en cause des retraites que concocte le gouvernement Raffarin pour l'été, ce ne sont que régressions sociales dont le gouvernement entend bien se protéger des effets.

Répression policière

Les lois Sarkozy portent directement atteinte aux libertés fondamentales que sont la liberté d'aller et venir, l'inviolabilité du domicile, l'intimité de la vie privée et la présomption d'innocence.
Pourchasser les mendiants, les jeunes, les prostituées et les nomades, et en remplir les prisons, pénaliser le droit à la différence. Pendant ce temps-là, le Ministère de la Justice travaille à la destruction de la loi sur la présomption d'innocence, sous couvert de lutte contre " la grande criminalité ". Il appartiendra au Garde des Sceaux, en application des instructions qui lui ont été données par le Ministre de l'Intérieur, d'étendre les pouvoirs de perquisition de la police dans les domiciles et de marginaliser le rôle de l'avocat et du magistrat, dans le contrôle des gardes à vue, dont il faut rappeler qu'elles sont " un risque non négligeable de violences policières ", comme le soulignait le Comité européen de prévention contre la torture.

Modifié le lundi 20 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie France

Urgence, pouvoir d’achat et grève générale

Alors qu’il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors q
les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait
voter au Parlement deux... »

« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé
des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant “un dessei
contre la nature”.... »

Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La
présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui
parcourt l'Europe : la... »

Répression, maître-mot de la macronie.

La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »

Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »

Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »